

Unité départementale de la Vendée
Site de la préfecture
29 rue Delille, CS 60785
85020 La Roche sur Yon

La Roche sur Yon, le 05 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRB SA

ZI de La Gare - 16 rue de la Tour
CS 10018
85150 Les Achards

Références : D25.0193
Code AIOT : 0006300765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement PRB SA implanté ZI de La Gare - 16 rue de la Tour BP 20 85150 LES ACHARDS. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objet de contrôler une partie des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024 régularisant l'augmentation de production et de stockage de PSE (polystyrène expansé destiné à l'isolation thermique), notamment pour ce qui concerne un des enjeux majeurs de cette activité, le risque d'incendie.

Ce contrôle a également été l'occasion de vérifier le bon entretien des installations électriques, cette thématique faisant l'objet de l'action régionale coup de poing de la DREAL Pays de la Loire en 2025.

Enfin, concernant les émissions de COV, estimées par l'exploitant à 190 tonnes en 2024, et qui placent cet établissement dans les sites prioritaires au titre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection (contrôle annuel), un contrôle spécifique sur cette thématique interviendra dans l'année à venir.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRB SA
- ZI de La Gare - 16 rue de la Tour BP 20 85150 LES ACHARDS
- Code AIOT : 0006300765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site PRB, filiale du groupe HOLCIM, emploie environ 600 salariés. Il est spécialisé dans la fabrication d'enduits et d'isolants de façade, destinés au secteur du bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagement du stockage de PSE	AP Complémentaire du 28/06/2024, article 3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de lutte contre un incendie	AP Complémentaire du 28/06/2024, article 4.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etat des stocks	AP Complémentaire du 28/06/2024, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Prévention des émissions de COV	AP Complémentaire du 28/06/2024, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66. A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle a montré que même si l'exploitant respecte dans les grandes lignes les dispositions de son arrêté préfectoral concernant la prévention du risque d'incendie dans son installation de production et de stockage de PSE (polystyrène expansé destiné à l'isolation thermique), un certain nombre d'actions correctives doivent être mises en œuvre dans les meilleurs délais :

- les stocks de PSE, les bâches et réserve incendie doivent être correctement positionnés et correspondre aux implantations définies par l'arrêté préfectoral ;
- les bâches et la réserve incendie doivent être identifiées, voire complétées comme mesure compensatoire si l'exploitant justifie qu'il ne peut déployer le dispositif "queue de paon" envisagé pour protéger la route départementale des fumées en cas d'incendie du stock de PSE ;
- les modalités de vérification des installations électriques et de défense incendie, y compris les bâches et la réserve extérieure, doivent être formalisées pour améliorer la traçabilité des contrôles effectués, et les actions correctives à mener en cas de non-conformité ;
- les états des stocks des matières premières, des en-cours, des produits finis et des matières dangereuses doivent être disponibles en permanence pour l'ensemble du site de façon à ce qu'en cas d'incendie sur le site, le préfet et le SDIS disposent rapidement d'informations exhaustives sur la nature et les quantités de matières combustibles en jeu. Ce point en particulier constitue une non conformité majeure pour laquelle l'inspection des installations classées propose au préfet un arrêté de mise en demeure.

Enfin, concernant les émissions de COV produites par l'installation de fabrication de PSE, qui sont estimées par l'exploitant à 190 tonnes en 2024, un travail de fond doit être effectué par l'exploitant pour s'assurer que les émissions dans l'environnement sont correctement évaluées d'une part, et font l'objet d'un plan d'action visant à les maîtriser et les réduire d'autre part.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66. A
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux

exigences.

- L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

- Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Pour l'ensemble de son site des Achards, l'exploitant dispose de 31 rapports Q18 établis en 2025.

4 rapports de vérification des installations électriques ont été contrôlés par sondage :

- 2 rapports Q18 pour le bâtiment U9 (contrôles du 14 février et 21 février 2025) ;

- 2 rapports Q18 pour le bâtiment U3 et Z20 (contrôles du 31 janvier et du 14 février 2025).

Les quatre rapports concluent que les bâtiments ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. **La prescription est considérée respectée.**

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté un rapport Q18 du 9 janvier 2024, pour le bâtiment U9, faisant état de non-conformités et d'un risque d'incendie. L'examen des actions correctives a montré que le traitement d'une des non-conformités identifiées datait de novembre 2024, soit plus de 10 mois après l'identification du risque d'incendie. En outre, une des actions correctives réalisée suite au rapport de janvier 2024 était datée de 2023, ce qui ne permet pas d'être certain de son traitement.

En réponse à ces constats, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du suivi exhaustif des rapports Q18 non conformes ni des délais d'intervention programmés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place sous 1 mois un dispositif de suivi des vérifications des installations électriques et de leur traitement, permettant d'assurer une traçabilité correcte des opérations réalisées, et ainsi d'être en mesure de justifier rapidement et de façon exhaustive de la bonne réalisation des actions correctives auprès de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement du stockage de PSE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2024, article 3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté du 15 avril 2010, relatif à l'implantation l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

Les limites du stockage de PSE en box sont implantées à une distance minimale de 10 m des limites de propriété du site. Les autres zones de stockage de PSE respectent la distance minimale de 20 m prescrite par l'article 2.1 de l'arrêté du 15 avril 2010.

L'exploitant transmet au préfet sous 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une étude technique décrivant les moyens permettant de limiter la dispersion de fumée sur la route départementale située à l'aplomb du stockage en cas d'incendie ; ce dispositif est mis en place sous 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant respecte les distances d'éloignement aux limites de propriété à l'exception de la cellule 5 du stockage extérieur qui est située à moins de 10 mètres de la limite de propriété. La distance d'éloignement entre l'extrémité Est du stockage extérieur et la limite de propriété est d'environ 7 mètres : **sur ce point, la prescription n'est pas respectée.** Lors du contrôle, l'exploitant s'est engagé à corriger ce point, en déplaçant dans les meilleurs délais le mur de legoblocs qui marque les

limites du stock.

Concernant, l'étude destinée à limiter la dispersion de fumées sur la route nationale, PRB a transmis le 27 septembre 2024 une étude technique de faisabilité pour un projet de déploiement d'une solution de protection incendie extérieure (Dossier 2406SASDI000003 de SOCOTEC SMART SOLUTIONS du 03/09/2024) et le 07 avril 2025 une étude d'opacité des fumées (Dossier 2411E14Q2000027 de SOCOTEC du 27/03/2025) :

- L'étude de SOCOTEC SMART SOLUTIONS a pour objectif de créer des écrans d'eau verticaux en installant des buses de type Queue de Paon ouvertes. Ces buses seraient implantées devant les zones à risques, chaque zone avec son propre réseau de tuyauterie et sa propre vanne de déclenchement, aussi appelée « poste déluge ». Elles seraient alimentées par une réserve incendie de 1 000 m³, et des groupes motopompe dédiés.

- L'étude de SOCOTEC sur la modélisation de l'opacité des fumées générées par un incendie a été transmise sans synthèse ni conclusion. Le tableau de résultats n'est pas commenté. L'exploitant indique lors du contrôle qu'aucun effet n'atteint les voies de circulation.

Sur la base de ces deux études transmises préalablement au contrôle, PRB considère que le dispositif prescrit dont le coût est estimé à plus de 750 000 euros n'est pas pertinent, et demande à être exempté de sa mise en place. Il propose en contrepartie de compléter sa défense incendie par un système de réseau surpressée avec de nouvelles réserves d'eau. Même si cette proposition est recevable au regard de l'analyse coût bénéfice du dispositif « queue de paon », les justificatifs transmis et les mesures compensatoires proposées sont pour le moment insuffisamment décrits pour instruire une modification de la prescription. Aussi, à ce stade, en l'absence de la mise en place des moyens techniques issus de l'étude de SOCOTEC SMART SOLUTIONS constatée sur le site, **la prescription n'est pas considérée respectée.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois les éléments justifiant :

- du respect des distances d'éloignement entre les limites du stock et les limites de propriété ;
- de la mise en place des moyens prévus par l'étude SOCOTEC SMART SOLUTIONS ; ou, à défaut, une demande de modification de l'article 3.2.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2024, détaillant :

1) les résultats de l'analyse coût bénéfice du dispositif queue de paon ; dans ce cadre, le coût des moyens doit être détaillé par poste et l'étude d'opacité doit faire l'objet d'une synthèse et être mieux argumentée, y compris pour des conditions de dispersion défavorables (inversion de température) et des polluants susceptibles d'être dangereux pour la santé en phase aiguë.

2) les mesures compensatoires de défense incendie proposées à la place de ce dispositif.

Cette demande de modification sera soumise à l'avis du SDIS. Dans le cas où, après instruction des services, cette demande ne serait pas recevable, l'exploitant devra mettre en place sans délai le dispositif queue de paon initialement prévu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2024, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose, pour son activité de fabrication et de stockage de PSE des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et permettant de disposer d'une capacité d'au moins 1260m³ d'eau pour 2 heures d'extinction sur l'ensemble des zones U9, U9bis et U9ter, box, chapiteau et Z16.

Cette capacité, associée à une détection incendie avec report 24/24 sur l'ensemble des zones de

fabrication et de stockage de PSE de U9, est assurée a minima par :

- une réserve de 600 m³ à l'Est, à l'entrée du site ;
- 3 bâches incendies de capacité respective de 270 m³, 270 m³ et 120 m³.

La réserve 152-0067 est positionnée dans la zone enherbée à l'ouest des stockages de PSE.

Les réserves incendie font l'objet d'une réception par le SDIS. L'établissement dispose d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.

L'exploitant tient à jour un plan du site à une échelle exploitable, avec notamment le repérage des voies d'accès, la localisation des moyens de défense prévus, les bâtiments avec leurs caractéristiques de résistance au feu (par exemple : murs ou parois séparatives REI 120), ainsi que les stocks de matières qui figurent à l'état des stocks prévu par l'article 4.3 du présent arrêté.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, ...) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'inspection a contrôlé les deux bâches incendie de 270 m³ implantées à proximité du stock extérieur de PSE. Elle a observé que la réserve 152 0067 est positionnée au milieu de cette zone et non à l'ouest de la zone comme l'impose l'arrêté.

En outre, l'exploitant n'a pas présenté de suivi formalisé du bon état des bâches et de la réserve incendie, ni la convention permettant de s'assurer de la mise à disposition de la réserve 600 m³ de la communauté de communes.

Pour le bâtiment U9, l'exploitant dispose d'un registre sécurité reprenant les rapports d'intervention des organismes pour les contrôles Q4 pour les extincteurs, Q5 pour les RIA, Q16, Def incendie (TGBT et armoires électriques), pour les trappes de désenfumage et pour les détecteurs pentane. Ce document est suivi en complément du registre dématérialisé des contrôles réglementaires. Ce registre ne permet pas toutefois de suivre les résultats conformes ou non conformes des contrôles, ni les actions correctives mises en place.

Si le contrôle des principaux moyens de lutte contre un incendie est réalisé, celui-ci n'apparaît pas exhaustif, ni suffisamment tracé pour s'assurer de son efficacité.

La prescription n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- positionne et identifie les bâches et la réserve incendie conformément aux dispositions prévues par l'arrêté, puis fait réceptionner ces bâches et la réserve par le SDIS ;
- met en place un contrôle régulier des bâches de la réserve incendie, en s'assurant notamment du bon entretien de la réserve mise à disposition par la communauté de communes ;
- gère les contrôles de l'ensemble de ses moyens de lutte contre l'incendie de façon à être en mesure d'attester de l'exhaustivité des contrôles réalisés et de la traçabilité des actions correctives mises en oeuvre en cas de non-conformité ;

- met en place les actions permettant de répondre aux remarques formulées par le SDIS lors de sa dernière visite sur site (sécurisation et amélioration de la protection et de l'accès au PEA 152-0045, et vérification de la DECI à l'ouest du site).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2024, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'un incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

En outre cet état permet de :

- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;

- répondre aux besoins d'information de la population ; cet état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des stocks de polystyrène en volume, faisant apparaître 69 m³ de matières premières et 27 000 m³ de produits finis le jour du contrôle. Il n'est pas disponible à tout moment.

En outre, au niveau de U9, cet état de stocks n'est pas présenté par bâtiment et par zone.

Et il n'est pas disponible non plus pour les autres parties de l'usine (U6 enduits).

Cet état ne permet pas de répondre au besoin de la gestion d'un événement accidentel, ni de fournir une information vulgarisée à la population sur les risques encourus en cas d'accident

La prescription n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un suivi de l'état des stocks conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des émissions de COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées : - sous 3 mois, une étude qualitative et quantitative des émissions diffuses et canalisées de COV au sein de son installation de fabrication et de stockage de PSE, ainsi qu'un plan d'actions visant à l'amélioration de la captation et du traitement de ces émissions ; -au plus tard le 30 janvier de l'année n+1, un bilan annuel de l'année n justifiant du respect de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013, pour ses émissions de COV . Le premier bilan portant sur l'année 2023 est à transmettre avant le 30 juin 2024.
Constats : S'agissant de l'étude qualitative et quantitative des émissions de COV, l'exploitant a transmis un document nommé PGS 2024 qui correspond à un bilan matière de ses émissions de pentane (192 tonnes en 2024 dont 102 d'émissions canalisées). Dans le cas présent, le terme PGS, utilisé pour "plan de gestion de solvants", est impropre car le pentane n'est pas un solvant mais un agent d'expansion. Si ce bilan annuel des émissions de COV peut toutefois reprendre la méthode des PGS, il doit aussi clairement faire apparaître la méthodologie employée, les références réglementaires et bibliographiques utilisées, les mesures effectuées, les hypothèses retenues sur la base des fiches de données de sécurité des produits utilisés, etc. En l'état, les éléments fournis ne permettent pas de vérifier la méthodologie employée pour estimer les COV, ni de la quantité de COV émises. Sur ce point, la prescription n'est pas respectée. S'agissant du bilan annuel destiné à justifier du respect de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2023, l'exploitant n'a pas présenté de document. Lors du contrôle, il indique : - utiliser des matières premières de plus de 4 % de COV en masse et travailler à modifier son pré expenseur afin d'utiliser des matières premières à moins de 4 % de pentane et des matières premières recyclées ; - recycler l'intégralité de ses découpes ; - n'avoir pas travaillé sur la possibilité de captation, au-delà de ce qui est mis en place actuellement dans l'atelier. Sur ce point, la prescription n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir les deux bilans attendus : - le bilan annuel des émissions de COV, en précisant la méthodologie employée, les références réglementaires et bibliographiques utilisées, les mesures effectuées, les hypothèses retenues sur la base des fiches de données de sécurité des produits utilisés, etc. - le bilan justifiant du respect des 4 items de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois